

# **FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT**



**ADF-X/CM.2/2004/06**

**Réalisation des Objectifs de développement pour le millénaire  
et Initiatives de développement émergentes en Afrique**

**Document de travail sur un niveau notionnel de reconstitution  
des ressources au titre du FAD-X**

**Consultations sur le FAD-X**

*Mai 2004  
Kampala – Ouganda*

# **FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT**



**Réalisation des Objectifs de développement pour le millénaire  
et Initiatives de développement émergentes en Afrique**

**Document de travail sur un niveau notionnel de reconstitution  
des ressources au titre du FAD-X**

**Consultations sur le FAD-X**

*Mai 2004  
Kampala – Ouganda*

**Document de travail sur un niveau notionnel de reconstitution  
des ressources au titre du FAD-X**

**Table des matières**

1. Introduction
2. Ressources nécessaires pour la réalisation des ODM
3. La réponse du Groupe de la Banque : s'appuyer sur les résultats des réformes réussies
4. Perspectives d'avenir des priorités opérationnelles
5. Programme de prêt estimatif du Groupe de la Banque pour la période du FAD-X
6. Conclusion

**Annexe**

Annexe    Tableaux récapitulatifs des estimations de la réserve de projets pour le FAD-X

## 1. Introduction

1.1 La première réunion consultative sur la Dixième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement (FAD-X) a eu lieu les 16 et 17 février 2004 à Genève, Suisse. Lors de cette réunion, les Plénipotentiaires ont examiné et entériné la proposition de la Direction relative à l'orientation stratégique des activités du Fonds au titre du FAD-X.<sup>1</sup> En entérinant ce document, les Plénipotentiaires ont noté que la réduction de la pauvreté et la promotion d'une croissance économique durable restent les objectifs principaux de la Banque, pour ses 40 pays membres régionaux (PMR) à faible revenu. Ainsi, ils ont entériné les propositions de la Direction visant l'intensification des opérations de la Banque africaine de développement (Groupe de la Banque) dans tous les PMR, par le truchement du guichet concessionnel du Fonds africain de développement (le Fonds).

1.2 Le présent document a pour objet de dégager un niveau notionnel pour la Dixième reconstitution des ressources du FAD, sur la base des documents de stratégie pays (DSP) du Groupe de la Banque. Les DSP sont devenus plus ciblés, plus sélectifs et étroitement alignés sur les stratégies de réduction de la pauvreté et de développement de chaque pays et, s'ils sont disponibles, sur les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) intérimaires et finals. Alors que les DSRP englobent toute la gamme d'activités de développement nécessaires pour la réalisation des Objectifs de développement pour le millénaire (ODM) dans un pays donné, les DSP sont fondés sur le Plan stratégique 2003-2007 de la Banque et, de ce fait, tient compte de ce qui suit : i) l'appropriation du processus de développement par le pays ; ii) l'effet de levier produit par ses partenaires au développement ; et iii) la sélectivité dans 2 ou 3 secteurs clés, dans un pays donné, permettant de cibler les interventions et de tirer parti des compétences principales et de l'avantage comparatif du Groupe de la Banque.

1.3 Le Groupe de la Banque sollicite les orientations des Plénipotentiaires concernant une fourchette cible pour le niveau de la Dixième reconstitution des ressources du Fonds (FAD-X). Sur la base de ces orientations, une proposition serait élaborée pour présenter les différents scénarios du niveau de reconstitution et l'incidence de chaque scénario sur la mission de développement du Groupe de la Banque.

1.4 Ainsi, le présent document comporte cinq sections principales. Après l'introduction, la deuxième section présente les ressources financières dont les PMR ont besoin pour réaliser les ODM et saisir les opportunités de développement émergentes telles que le NEPAD, l'Initiative de l'eau, et la lutte contre le VIH/SIDA et d'autres maladies transmissibles. La troisième section rappelle la réponse du Groupe de la Banque et souligne les résultats des réformes qu'il a engagées depuis 1996 pour renforcer ses capacités et se positionner, de manière stratégique, afin d'accroître le volume et d'améliorer la qualité de ses prêts et activités autres que les prêts en faveur de ses 53 PMR. La quatrième section présente les perspectives d'amélioration de l'efficacité du Groupe de la Banque, comme l'ont recommandé les Plénipotentiaires à Genève. La cinquième section dégage un niveau estimatif de prêt du Groupe de la Banque, au titre du FAD-X, qui lui permettrait de continuer à soutenir les actions de développement de ses PMR. Enfin, la conclusion résume les questions abordées et sollicite les orientations des Plénipotentiaires sur le meilleur moyen d'aider le Groupe de la Banque à mieux remplir sa mission et intensifier ses activités de gestion axée

<sup>1</sup> Voir proposition concernant l'orientation stratégique des activités du Fonds au titre du FAD-X : réaliser les Objectifs de développement pour le millénaire (ADF-X/CM.1/2004/01) en date de janvier 2004

sur les résultats, dans le sillage du Consensus de Monterrey, de la Déclaration de Rome sur l'harmonisation et de la Déclaration commune de Marrakech<sup>2</sup>.

## **2. Ressources nécessaires pour la réalisation des ODM**

2.1 Plusieurs études ont été menées sur les ressources supplémentaires dont les pays africains ont besoin pour réaliser les Objectifs de développement pour le millénaire (ODM). Dans un document préparé en 2002, le groupe de travail de haut niveau des Nations Unies sur le développement a estimé que la réalisation des ODM dans l'ensemble des pays en développement nécessiterait au moins 50 milliards de dollars EU d'aide supplémentaire par an, ce qui se traduirait par un doublement des niveaux actuels de l'APD (aide publique au développement). Le rapport sur la pauvreté dans le monde de 2002, avec comme thème la réalisation des ODM en Afrique, a indiqué qu'une augmentation de l'aide de l'ordre de 20 à 25 milliards de dollars était nécessaire, outre l'aide déjà reçue par la trentaine de pays africains qui ont besoin de ressources supplémentaires au titre de l'aide extérieure et sont à même d'utiliser l'aide de manière efficace. Le calcul de cette nouvelle augmentation est fondé sur l'hypothèse selon laquelle ces pays préserveraient et approfondiraient leurs politiques et institutions.

2.2 Une étude récente de la Banque mondiale complète ces estimations, en mettant l'accent sur les besoins en ressources de 18 pays menant des politiques relativement satisfaisantes, représentant près de la moitié des pauvres du monde et absorbant un tiers des flux globaux d'aide.<sup>3</sup> L'étude conclut que, grâce à la poursuite des réformes structurelles et institutionnelles, l'augmentation substantielle de l'aide peut être efficacement utilisée et permettre de faire davantage de progrès vers la réalisation des ODM. En outre, en extrapolant les résultats obtenus dans ces pays et tenant compte des limites de la capacité d'absorption des pays non performants, l'étude a estimé qu'un montant supplémentaire de 30 milliards de dollars EU pourrait être effectivement utilisé par les pays en développement se trouvant, pour l'essentiel, en Afrique, dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour accélérer la réalisation des ODM. Ce montant contraste nettement avec les 16 milliards de dollars EU d'augmentation de l'aide que la communauté internationale a promis d'ici à 2006.

2.3 Ces grands ordres de grandeur laissent entrevoir la nécessité et l'importance capitale d'une augmentation substantielle de l'aide, pour appuyer les actions des pays en développement vers la réalisation des ODM, en les aidant notamment à tirer parti de la nouvelle vague d'initiatives de développement. Une attention particulière devrait être accordée aux pays du FAD, qui figurent parmi les plus pauvres au monde. Les niveaux de revenu et de l'épargne dans ces pays sont très faibles, ce qui limite la possibilité d'accroître la mobilisation de ressources intérieures. Comme l'a reconnu la communauté des bailleurs de fonds elle-même, l'augmentation des ressources concessionnelles est, par conséquent, d'une importance capitale.<sup>4</sup>

2.4 Lors de la conférence de Monterrey sur le financement du développement, les principales parties prenantes internationales au développement sont parvenues à un consensus

---

<sup>2</sup> Table ronde internationale sur la gestion pour des résultats en matière de développement tenue les 5 et 6 février 2004 à Marrakech (Maroc).

<sup>3</sup> Neuf pays se trouvent en Afrique : Bénin, Burkina Faso, Ethiopie, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mozambique, Tanzanie, et Ouganda.

<sup>4</sup> Voir proposition concernant l'orientation stratégique des activités du Fonds au titre du FAD-X (ADF-X/CM.1/2004/2).

et se sont engagées à aider à la réalisation des ODM, en augmentant notamment les transferts de ressources vers les pays les plus pauvres au titre de l'aide publique au développement. De nouveaux dispositifs financiers tels que le *Millennium Development Account*, qui serait financé dès le début de 2004 par un accroissement de l'APD fournie par les Etats-Unis, pour atteindre un montant total de 15 milliards de dollars vers la fin de 2006, ont été proposés en accordant la priorité à l'Afrique. À la conférence ministérielle de l'OMC à Doha, une attention plus importante a été accordée aux problèmes d'accès au marché pour les pays à faible revenu, et à la nécessité d'appuyer le renforcement des capacités des pays africains pour les aider à tirer pleinement parti des possibilités accrues d'accès au marché.

2.5 Avec le soutien de la France, le Royaume-Uni a également proposé la création d'une facilité financière internationale sur la base des engagements à long terme des donateurs, pour mobiliser des ressources supplémentaires sur les marchés des capitaux internationaux et accroître le volume d'aide au développement, en la faisant passer d'un peu plus de 50 milliards de dollars EU par an à 100 milliards de dollars par an. De même, lors de la réunion d'Evian de 2003, la France a annoncé qu'elle fournirait à l'Afrique une aide d'environ 3 milliards d'euros, soit la moitié du total de l'aide au développement octroyée par ce pays.<sup>5</sup> En outre, dans le cadre de TICAD-III, le Japon s'est engagé à fournir une aide d'un montant total de 1 milliard de dollars EU sous forme de don pour appuyer les priorités du NEPAD dans les domaines de la santé, des soins médicaux, de l'eau et de l'agriculture, en mettant un accent particulier sur le projet *New Rice for Africa* (NERICA).<sup>6</sup>

2.6 Les deux derniers sommets du G8 de juin 2002 au Canada et de 2003 en France se sont fermement engagés à fournir un effort spécial pour aider l'Afrique à atteindre les ODM, en soutenant plus particulièrement la mise en œuvre du NEPAD et de l'Initiative de l'eau. Par ailleurs, le G8 a promis de soutenir une troisième initiative, tout aussi cruciale pour la réalisation des ODM, à savoir la lutte contre le VIH/SIDA et d'autres maladies transmissibles.

### 3. Réponse de la Banque : s'appuyer sur les résultats des réformes réussies

3.1 Le Plan stratégique du Groupe de la Banque 2003-2007 (le «Plan stratégique») a été approuvé en décembre 2002 par les Conseils d'administration et est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003.<sup>7</sup> La stratégie vise à réduire effectivement la pauvreté, par l'amélioration de la productivité. La stratégie est suffisamment souple pour permettre à la Banque de continuer à s'adapter aux divers besoins de ses clients et à l'évolution des opportunités dans le monde. Elle vise à renforcer l'impact des opérations de l'institution sur le développement, à travers une plus grande sélectivité des interventions et le ciblage rigoureux des ressources à l'échelon des pays, en tenant compte de l'expertise et de l'expérience de la Banque ainsi que de celles de ses partenaires au développement, et en alignant de manière stratégique ses ressources humaines, financières et institutionnelles. Enfin, le Plan stratégique cherche à renforcer davantage l'efficacité institutionnelle du Groupe de la Banque, pour lui permettre de jouer un rôle de premier plan en tant que centre de savoir et d'excellence sur les questions touchant au développement de l'Afrique.

<sup>5</sup> Rapport du Sommet d'Evian, France, juin 2003.

<sup>6</sup> Résumé du président de la TICAD III, ministère des Affaires étrangères, Japon.

<sup>7</sup> Plan stratégique du Groupe de la Banque pour la période 2003-2007 (document ADB/BD/WP/2002/82/Rev.3/ Approbation – ADF/WP/2002/97/Rev.3/Approbation) en date du 9 décembre 2002.

3.2 Depuis le lancement de son Plan stratégique, le Groupe de la Banque a mené des actions destinées à renforcer l'impact de ses opérations sur le développement, en définissant clairement les domaines de priorité stratégique. Le Groupe de la Banque continuera de poursuivre cet objectif durant la période du FAD-X, en tenant compte de son expérience et de ses compétences principales, et en reconnaissant les domaines dans lesquels d'autres partenaires au développement pourraient être mieux outillés pour jouer le rôle de chef de file. À cet effet, les ODM et les trois grandes initiatives d'appui, qui tendent tous vers un ensemble d'objectifs quantifiés en matière de réduction de la pauvreté, offrent un cadre de référence supplémentaire au Groupe de la Banque pour affiner davantage la priorité accordée à ses opérations et évaluer les progrès accomplis.

3.3 Alors que la priorité opérationnelle du Groupe de la Banque continuera refléter les domaines d'intervention clés définis dans la Vision, l'institution continuera d'adapter ses opérations dans ces domaines et de renforcer ses capacités internes et ses accords de partenariats, en vue d'optimiser sa contribution à la réalisation des ODM et des initiatives de développement connexes. Les principes directeurs clés resteront l'avantage comparatif et l'impact sur la réduction de la pauvreté. C'est pourquoi, le Groupe de la Banque ne cherchera pas à financer tous les secteurs dans chacun des pays emprunteurs. En revanche, en étroite consultation avec les PMR et d'autres partenaires bilatéraux et multilatéraux, il maintiendra une priorité opérationnelle plus affinée, en se concentrant sur un ensemble flexible de domaines essentiels dans lesquels son expertise, son expérience et son aide financière sont susceptibles de produire le plus grand impact possible sur le développement

3.4 Ainsi, pour la période du FAD-X, le Groupe de la Banque se servira de son guichet FAD pour continuer à accorder une priorité toute particulière à l'allocation de ressources à l'agriculture et au développement rural, avec un accent plus important sur l'eau et l'assainissement en milieu urbain et périurbain<sup>8</sup>, et à la formation du capital humain à travers l'enseignement primaire et les services de santé. Un appui sélectif, par une approche de renforcement, sera fourni aux infrastructures et aux équipements collectifs, lorsque ces derniers constituent un volet essentiel du développement rural et de la formation du capital humain, un élément prioritaire de la stratégie de réduction de la pauvreté dans les PMR, ou un volet essentiel d'une initiative d'intégration économique régionale au titre du NEPAD.<sup>9</sup>

3.5 Depuis l'entrée en vigueur du Plan stratégique, la priorité centrale du Groupe de la Banque est passée de l'élaboration de politiques à la mise en œuvre de politiques, projets et programmes. À cet effet, la revue annuelle du Plan stratégique (revue annuelle)<sup>10</sup> indique que le Groupe de la Banque s'emploie à renforcer davantage son organisation, à travers des consultations sur les orientations et axes stratégiques futurs de son Département du secteur privé, la création d'une fonction d'inspection,<sup>11</sup> et la mise en œuvre d'une décentralisation progressive et modulaire de ses activités,<sup>12</sup> autant d'éléments importants pour l'institution dans sa quête d'efficacité accrue en matière de réduction de la pauvreté et de résultats

<sup>8</sup> Voir Création de la Facilité africaine de l'eau – Version révisée (document ADB/BD/WP/2004/33/Rev.1 – ADF/BD/WP/2004/32/Rev.1) en date du 22 avril 2004

<sup>9</sup> Voir Note d'information sur le rôle de la Banque africaine de développement à l'appui du NEPAD (document ADF/BD/WP/2004/48 – ADF/BD/WP/2004/46) en date du 27 avril 2004

<sup>10</sup> Voir revue annuelle du Plan stratégique 2003-2007 (document ADB/BD/WP/2004/47 – ADF/BD/WP/2004/44) en date du 26 avril 2004.

<sup>11</sup> Voir création d'une fonction d'inspection au sein du Groupe de la Banque (document ADB/BD/WP/2004/45 – ADF/BD/WP/2004/42) en date du 22 avril 2004.

<sup>12</sup> Voir Evaluation de l'impact des bureaux extérieurs (document ADB/BD/WP/2004/46 – ADF/BD/WP/2004/43) en date du 26 avril 2004 et l'étude sur la décentralisation des activités de la Banque africaine de développement – rapport d'activité (document ADB/BD/WP/2004/34 – ADF/BD/WP/2004/33) en date du 26 avril 2004.

durables dans les PMR. Outre la revue annuelle, le Plan d'action<sup>13</sup> fournit des informations plus détaillées sur les mesures prises par le Groupe de la Banque pour promouvoir une culture de mise en œuvre approfondie de ses opérations, en accordant une attention particulière aux PMR à faible revenu.

3.6 Le Plan d'action pour l'amélioration de la mise en œuvre des opérations du FAD<sup>14</sup> indique que, malgré les fortes perturbations dues à la relocalisation des activités à l'Agence temporaire de relocalisation (ATR), le Groupe de la Banque a pu prendre des dispositions pour devenir plus efficace et sélectif dans les opérations de prêt et les opérations autres que les prêts. Le plan souligne également, de manière précise, que l'institution dans son ensemble est plus que jamais prête à jouer un rôle de premier plan pour aider les PMR à tirer parti des trois principales opportunités émergentes de développement.

3.7 Depuis 1995, le Groupe de la Banque a enregistré de grandes réalisations dans bon nombre de domaines, à savoir : i) crédibilité opérationnelle renforcée, santé financière de l'institution et un soutien plus ferme de la part de ses actionnaires ; ii) meilleure adaptation aux besoins des clients ; iii) partenariats consolidés ; et iv) transparence plus grande et meilleure communication avec les Conseils, les clients et les partenaires stratégiques. Ces réformes ont également amélioré la gestion des ressources humaines et la formation du personnel. On peut également souligner le renforcement des systèmes de télécommunications et technologie de l'information, les innovations des processus opérationnels, l'amélioration de la gestion institutionnelle, la réforme de la gestion financière, l'amélioration des politiques opérationnelles et de la communication tant interne qu'externe.

3.8 Commentant les principaux indicateurs financiers du Groupe de la Banque, la Revue annuelle du Plan stratégique note que ces indicateurs soutiennent désormais la comparaison avec ceux des autres BMD. La crédibilité de la Banque est renforcée et, lors des assemblées annuelles, bon nombre d'actionnaires et de partenaires au développement ont exprimé leur ferme soutien en faveur des récentes réalisations opérationnelles de l'institution et de son orientation stratégique future. Par conséquent, la Banque est en passe de réaliser son objectif stratégique visant à préserver son intégrité financière. Cette évolution positive a également été corroborée par le relèvement de la cote de crédit de la Banque à AAA par Standard & Poor's en juillet 2003, ce qui rétablit la position compétitive que confère que la détention de la cote la plus élevée de la part des quatre principales agences de notation. La performance financière du Groupe de la Banque lui offre donc un solide fondement pour réaliser son programme de développement, mais à cela devrait s'ajouter une large base de ressources concessionnelles dont 40 de ses 53 PMR sont fortement tributaires

#### **4. Perspectives d'avenir des priorités opérationnelles**

4.1 Dans le droit fil des commentaires faits par le Conseil des gouverneurs lors des Assemblées annuelles de 2003, les Plénipotentiaires ont noté, lors de la réunion de février 2004 à Genève, que le Groupe de la Banque a effectivement accompli beaucoup de progrès en matière d'élaboration d'un cadre stratégique exhaustif et cohérent destiné à guider ses opérations. Ils se sont félicités de la prise en compte, dans le Plan stratégique, des domaines prioritaires convenus au titre du FAD-IX, ainsi que de la réalisation des programmes de prêt 2002 et 2003, en dépit de la situation difficile qui prévalait. Les Plénipotentiaires ont également salué les actions menées par le Groupe de la Banque pour renforcer l'impact de ses

<sup>13</sup> Voir document : plan d'action pour l'amélioration de la mise en œuvre des opérations du FAD, daté d'avril 2004.

<sup>14</sup> Le document vous a été soumis pour examen à l'occasion de la présente réunion sur le FAD.

opérations sur le développement et instaurer un cadre d'évaluation des résultats. Ils n'ont pas manqué de se féliciter du système renforcé d'allocation axée sur la performance, pour ce qui est des ressources concessionnelles, mais certains ont appelé à la prudence concernant une différenciation trop importante des allocations par habitant. Les Plénipotentiaires ont également demandé que le coefficient relatif de la pauvreté et de la gouvernance dans le système d'allocation axée sur la performance soit revu et ont insisté sur la nécessité d'une plus grande transparence et d'un dialogue plus large avec les PMR.

4.2 Les Plénipotentiaires ont indiqué que le principal défi que le Groupe de la Banque est aujourd'hui appelé à relever est la mise en œuvre de son Plan stratégique et de ses politiques, projets et programmes. De plus, ils ont exhorté l'institution à être plus proactive dans le processus de mise en œuvre. Par ailleurs, ils ont demandé à la Banque : i) d'améliorer davantage la qualité des DSP en s'appuyant sur la nouvelle génération de DSRP, ii) d'aider les pays à mieux s'approprier leurs DSRP, tout en alignant les budgets nationaux sur ces stratégies ; iii) d'accorder une attention particulière aux besoins des pays à faible revenu en difficulté ; iv) d'envisager de renforcer la présence du Fonds dans les PMR et déléguer davantage de pouvoirs ; et v) de renforcer les activités d'harmonisation et de coordination avec les partenaires.

4.3 De ce fait, tout en promouvant une forte culture de mise en œuvre, le Groupe de la Banque continuera donc de centrer les opérations du FAD sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la productivité en vue d'accélérer la croissance économique.

## 5. Programme de prêt estimatif du Groupe de la Banque pour la période du FAD-X

### *Cadre général*

5.1 La préparation de la réserve de projets, programmes et dons susceptibles d'être financés durant la période du FAD-X a été guidée par le principe de l'alignement sur les piliers du Plan stratégique 2003-2007, à savoir la sélectivité, l'appropriation par les pays, le partenariat renforcé et la quête de résultats et d'efficacité des actions de développement,<sup>15</sup> et l'hypothèse d'une augmentation escomptée du nombre de PMR performants.

5.2 Dans le cadre global du plan stratégique, la réserve de projets pour la période du FAD-X a été préparée en tenant compte des quatre facteurs clés suivants. Premièrement, une très grande priorité a été accordée à l'alignement de tous les projets et programmes sélectionnés sur les objectifs de développement pour le millénaire, et en tenant compte des trois principales nouvelles initiatives de développement destinées aux quarante pays membres régionaux à faible revenu ciblés. Deuxièmement, une option a été prise sur l'octroi de prêts aux PMR affichant de bonnes évaluations de performance et la bonne gouvernance et ayant montré par le passé leur ferme engagement aux réformes et à la mise sur pied d'institutions de qualité. Troisièmement, une attention particulière a été accordée à la sélectivité en limitant le nombre de projets et de programmes par pays, entre pays et dans les sous-régions. Enfin, des montants de dons accrus ont été affectés aux activités du secteur social, en particulier à la lutte contre le VIH/SIDA et autres maladies transmissibles, aux initiatives de renforcement des capacités et projets de reconstruction, y compris un plus grand accent sur les PMR en situation difficile, en renforçant l'appui dont ils ont besoin pour la reprise de leurs programmes avec les bailleurs de fonds.

<sup>15</sup> Plan stratégique du Groupe de la Banque pour la période 2003-2007 (document ADB/BD/WP/2002/82/Rev.3/ Approbation – ADF/WP/2002/97/Rev.3/Approbation) en date du 9 décembre 2002.

5.3 La proposition de réserve de projets a été élaborée en partant de l'hypothèse que le nombre de PMR-FAD performants augmenterait de façon significative pendant la période du FAD-X, notamment avec l'entrée en vigueur du mécanisme (PCCF)<sup>16</sup> en faveur des pays sortant de conflit. La question cruciale qui se pose est, de manière générale, celle de la capacité d'absorption des PMR à utiliser effectivement les ressources additionnelles complémentaires. L'évaluation récente de l'état d'exécution du programme PPTE renforcé indique que seuls quatre pays membres régionaux avaient atteint leur point de décision en juin 2002, au moment où commençait le FAD-IX. Ce nombre qui s'est accru depuis de manière significative (10 pays en avril 2004) devrait augmenter davantage pour atteindre environ 23 pays à l'horizon 2007. Lorsqu'ils sont ajoutés aux sept PMR ne bénéficiant pas de l'initiative PPTE, les effets de cette tendance favorable porteront à 30 au moins, le nombre des PMR à faible revenu qui devraient assurer la durabilité de leur dette. Pour y parvenir, il faudra le soutien des donateurs et des créanciers à mesure que chaque PMR s'efforce d'atteindre les objectifs de développement pour le millénaire et les autres principales initiatives majeures complémentaires, tout en limitant leurs nouveaux emprunts à leur capacité de remboursement, en adoptant de meilleures politiques et institutions pour les aider à accélérer la croissance, en assurant une gestion judicieuse de leur dette et en renforçant leur résistance aux chocs extérieurs. De même, ce groupe croissant de PMR performants fera croître d'une manière générale la demande en ressources concessionnelles et dons du Fonds. Ces ressources seront orientées directement vers les activités multisectorielles, en particulier celles qui sont destinées à accroître les efforts déployés pour renforcer la gouvernance et les capacités institutionnelles et améliorer l'environnement favorable nécessaire à la promotion du secteur privé, dont particulièrement les PME.

5.4 L'un des objectifs stratégiques du Groupe de la Banque est de maximiser son impact sur le développement en étendant ses activités au plus grand nombre de bénéficiaires africains. En apurant les arriérés des pays sortant de conflit, le Groupe de la Banque sera à même de réduire le nombre des pays sous sanction. Ce faisant, il créera des opportunités de reprise des programmes opérationnels dans un autre groupe clef de sept pays comprenant le Burundi, le Congo, le Liberia et le Soudan où s'observent, grâce à une stabilité croissante, des signes positifs de changement, et qui ont un besoin urgent d'assistance du Groupe de la Banque pour maintenir cet élan. Très vraisemblablement, plus d'un pays sortant de conflit sera prêt pour une opération d'apurement de dette en 2004 et de deux à quatre autres en 2005, dans le cadre d'un programme induit par le FMI et la BIRD et soutenu par la communauté internationale. En apurant les arriérés des PPC, le FAD pourrait augmenter le nombre des pays actifs de 30 pour cent environ. Sous réserve de la disponibilité des ressources, les programmes d'apurement des arriérés seraient achevés dans les plus brefs délais possibles de manière à accélérer le transfert réel de ressources concessionnelles du Groupe de la Banque vers les PPC et monter des initiatives en vue du lancement, à un stade précoce, de projets et programmes de réhabilitation et de reconstruction pour la croissance en faveur des pauvres d'une part, et à entamer le processus d'élaboration des stratégies et des programmes à moyen terme de réduction de la pauvreté, d'autre part. Avant l'apurement total des arriérés, les PPC pourront bénéficier de dons au titre de l'assistance technique du guichet FAD. Outre qu'il déclencherait l'assistance financière et technique à court et moyen terme, l'apurement des arriérés est une condition préalable à la qualification des PPC à l'allègement de la dette au titre de l'initiative PPTE. La soutenabilité de la dette est un aspect fondamental des perspectives de reprise à long terme pour les PPC et, par

<sup>16</sup> Voir "Document de travail sur le cadre d'apurement des arriérés des PPTE en situation de post-conflit" d'avril 2004 pour les détails.

conséquent, leur qualification au mécanisme d'allègement de la dette PPTE est cardinale pour leur programme de reprise des opérations.

5.5 Pour cela, la réserve de projets s'est fondée sur les 30 DSP et les 2 PDP les plus récents approuvés par les conseils en 2003, qui sont plus sélectifs et accordent une plus grande importance à l'exploitation des opportunités et au développement<sup>17</sup> des partenariats. Ces DSP définissent clairement les domaines dans lesquels le Groupe de la Banque se propose d'intervenir davantage ou moins dans chaque PMR dans les trois années à venir. Ainsi, les projets sont bien circonscrits et étroitement alignés sur les stratégies de développement et de réduction de la pauvreté, et lorsqu'ils sont disponibles, les DRSP-I et les DRSP.

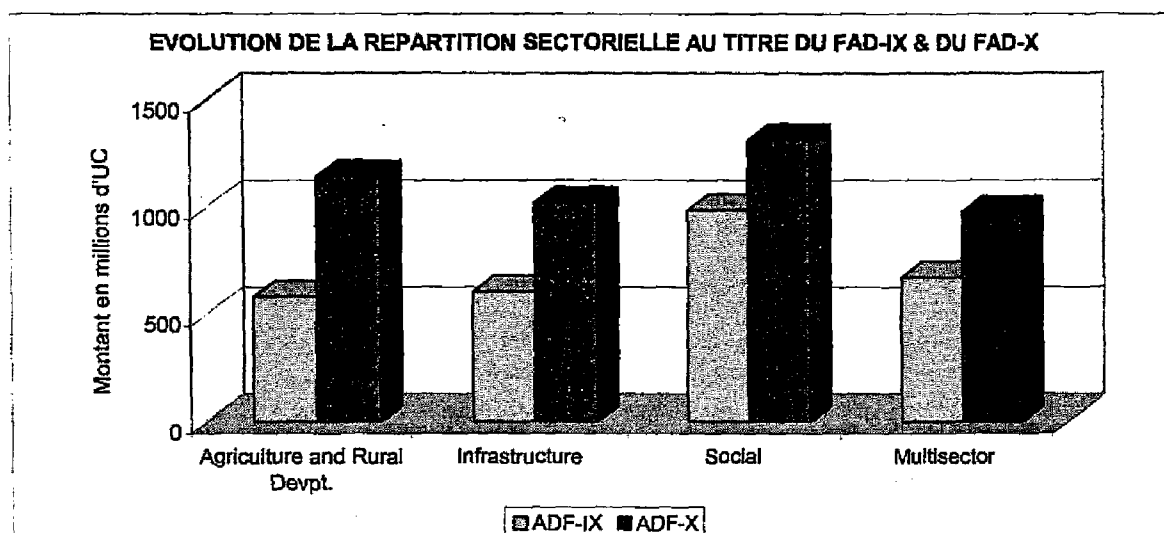
5.6 Aussi, la proposition de réserve de projets de prêts futurs reflète-t-elle clairement l'engagement du Groupe de la Banque au processus de DRSP/DSP participatif qui implique des consultations avec les clients et les partenaires, y compris la société civile et le secteur privé. L'élaboration de la présente réserve de projets a aussi entraîné un processus de consultations internes intenses au sein même des deux complexes des opérations et entre eux, ainsi qu'entre lesdits complexes et PRVP, les complexes des finances et CMVP. Dans ce cadre, il a été proposé que le Groupe de la Banque continue d'utiliser efficacement les ressources de prêt disponibles en cofinçant les opérations avec des institutions bilatérales et multilatérales et, dans le cas des opérations du secteur privé, avec des banques privées et les investisseurs. Lorsque le Groupe de la Banque en est le chef de file, le cofinancement de l'opération sera, comme précisé dans le plan stratégique, de 25 pour cent au moins du financement ciblé pour ladite opération.

### *La réserve de projets du FAD-X*

5.7 Pour le FAD-X, le montant indicatif des projets du Fonds en réserve est de 4,5 milliards d'UC. Cette proposition du volume de prêts est encore à un stade très préliminaire et sujette à un examen plus approfondi qui pourrait le modifier à la hausse ou à la baisse. Il est défini en fonction des besoins de développement des PMR-FAD, tels qu'exprimés dans les DRSP respectifs et les DSP correspondants du Groupe de la Banque. Elle reflète en outre la capacité accrue du Groupe de la Banque à mettre en œuvre un volume supérieur d'activités de prêt de qualité. Un tableau comparatif des prévisions de reconstitution de ressources du FAD-X par rapport au FAD-IX est présenté ci-après, par secteur.

---

<sup>17</sup> Il importe de noter que contrairement aux DSP, les DDP sont préparés pour les PMR en crise ou sortant de crise. Ils donnent l'état actualisé de la situation de la dette courante du PMR concerné et des progrès réalisés dans le processus de paix, ainsi que des exemples d'approche pour l'apurement de ses arriérés, la normalisation de ses relations financières internationales et son accès éventuel à l'initiative d'allègement de la dette PPTE. They were therefore prepared for Burundi and Congo. Deux autres DDP pour l'Erythrée et le Soudan, préparés en 2003, ont été approuvés par le conseil en février 2004.



5.8 Les données récapitulatives de la réserve indicative de projets sont présentées en annexe, aux tableaux 1 à 3. Le tableau 2 présente notamment la réserve des projets par type d'opération d'un montant total de 2,83 milliards d'UC (63 %) pour les projets nationaux, 0,74 milliard d'UC (17 %) pour les prêts en faveur des réformes, et 0,89 milliard d'UC (20 %) pour les opérations régionales et multinationales.

5.9 La réserve de projets continue d'évoluer en fonction des priorités du plan stratégique et des recommandations des plénipotentiaires du FAD. Le Groupe de la Banque s'attachera d'abord à focaliser les opérations du guichet FAD sur la réduction de la pauvreté et la croissance de la productivité - en mettant toutefois un accent accru sur l'accélération de la croissance économique. Deuxièmement, les domaines opérationnels prioritaires du FAD-IX seront maintenus dans le cadre du FAD-X, tout en accordant une plus grande importance à : a) la gouvernance et l'amélioration du climat d'investissement ; b) la coopération et l'intégration régionale dans le contexte du NEPAD ; c) l'adduction d'eau en milieu rural et l'assainissement ; d) l'intégration de la lutte contre le VIH/SIDA et autres maladies transmissibles ; et e) l'adoption d'une approche plus stratégique face au défi du renforcement des capacités. Troisièmement, le Groupe de la Banque consolidera les diverses initiatives en cours aux fins de renforcer son efficacité sur le développement et de renforcer le processus de quantification des résultats. Enfin, le Groupe de la Banque continuera d'adapter ses instruments financiers et ses outils analytiques pour tenir davantage compte de la différenciation croissante des PMR, en particulier les pays éligibles uniquement aux ressources du FAD, et approfondir ses interventions dans les pays sortant de conflit en vue d'une meilleure couverture de leurs besoins spécifiques.

5.10 Le plan stratégique indique, de manière détaillée, les raisons du choix des secteurs stratégiques d'intervention qui sont connexes et se renforcent mutuellement. Dans ce cadre, la réserve indicative de prêts prévoit la répartition sectorielle suivante pour la période du FAD-X : i) secteurs sociaux pour la valorisation du capital humain (30 à 35 pour cent de la reconstitution de ressources) ; ii) agriculture et développement rural (20 à 25 pour cent) ; et iii) infrastructures (20 à 25 pour cent). Ce dernier secteur ne comprend pas les projets d'adduction d'eau et d'assainissement qui constituent un domaine cible spécial pour la Banque et sont inclus dans le secteur social. Le reste des ressources sera affecté aux opérations multisectorielles. D'une manière générale, la réserve indicative de projets qui

reflète les priorités identifiées au cours du processus d'élaboration des DRSP/DSP, continue de mettre l'accent sur la priorité aux secteurs du social, de l'agriculture et du développement rural, de même que le secteur des infrastructures qui est perçu comme étant une composante vitale du développement ou un facteur d'intégration économique. Ces secteurs qui couvrent globalement quelque 70 à 85 pour cent des opérations prévues du Fonds, devraient avoir un impact direct sur les populations démunies et leur bien-être dans les 40 PMR à faible revenu visés, qui atteignent 640 millions d'habitants.

5.11 L'analyse de la réserve de projets par instruments de prêt présentée au tableau 3 montre que les opérations spécifiques d'investissement composées de prêts-projets, y compris d'éventuelles opérations<sup>18</sup> de dons, des lignes de crédit et des programmes sectoriels globaux, absorbent la plus grande part des ressources (3,72 milliards d'UC), suivies des opérations à l'appui des réformes qui totalisent quelques 0,74 milliard d'UC. Ces derniers comprennent tous les prêts d'ajustement structurel et sectoriel, y compris les opérations de concours budgétaire. En ce qui concerne l'inclusion éventuelle de la composante en don dans le financement des projets, ce nouvel instrument fut introduit au cours de la neuvième reconstitution des ressources du FAD. Il vise à fournir un appui aux PMR pour leur permettre de faire face à des défis spécifiques tels que la lutte contre les maladies transmissibles – notamment la pandémie du VIH/SIDA, la participation aux opérations de reconstruction et de réhabilitation dans les pays sortant de conflit et la fourniture d'une aide d'urgence aux pays touchés par des catastrophes naturelles.

5.12 La réserve de projets confirme en outre l'orientation stratégique prise par le Groupe de la Banque pour éviter le saupoudrage de ressources concessionnelles rares sur un plus grand nombre d'opérations à faible impact. En conséquence, le montant des prêts-projets ne sera pas en principe inférieur à 5,0 millions d'UC pour chaque PMR, même dans le cas des très petits pays.

## 6. Conclusion

6.1 Il est juste de dire qu'un solide consensus a été réuni entre les parties prenantes au développement international sur le déploiement d'urgence d'efforts pour aider les pays en développement à atteindre les Objectifs de développement pour le millénaire. Un tel consensus est soutenu par l'accord explicite d'accroître de manière substantielle l'aide publique au développement, comme confirmé par les grandes conférences telles que la conférence internationale sur le financement du développement de Monterrey, la conférence de Doha et les deux derniers sommets du G8 qui se sont tenus respectivement au Canada et en France.

6.2 Toutefois, de nombreux pays donateurs sont confrontés à de sérieux défis économiques et doivent faire face aux pressions qu'ils exercent sur leurs budgets nationaux. Par ailleurs, les derniers développements sur la scène internationale ont imposé la nécessité de mobiliser d'importantes sommes en faveur de quelques pays, ce qui compresse davantage les ressources disponibles pour les pays en développement. La recherche d'autres mécanismes novateurs de mobilisation de ressources tels que l'initiative visant à créer un fonds obligataire par des emprunts à long terme en complément à l'APD, confirme davantage la détermination des bailleurs de fonds.

<sup>18</sup> The issue of determining the level of grant operations to be financed from ADF-X resources will be resolved in the context of the IDA-14 negotiations that are currently in hand.

6.3 Dans ce contexte difficile, les enjeux du développement de l'Afrique sont particulièrement préoccupants et suscitent un intérêt réel que corroborent les grandes initiatives sur les problèmes spécifiques au continent, à savoir : i) le NEPAD, fortement approuvé par le sommet du G8 en 2002 ; ii) la vision africaine de l'eau soutenue par le sommet du G8 en 2003 ; et, iii) la lutte contre le VIH/SIDA et autres maladies transmissibles qui retient une attention particulière et attire des ressources additionnelles. Ces initiatives soutiennent directement les objectifs de développement pour le millénaire dans les pays africains, et le Groupe de la Banque gère de petits fonds fiduciaires à but spécial financés par plusieurs donateurs qui sont destinés à accélérer les progrès sur ces questions spécifiques.

6.4 Les réformes entreprises par le Groupe de la Banque depuis 1995 et ses efforts dans plusieurs domaines, en particulier sa crédibilité opérationnelle renforcée, une plus grande réactivité au client, le renforcement du partenariat avec les autres agences de développement, une transparence accrue et l'amélioration de la communication avec les parties prenantes, ont fait du Groupe de la Banque la première institution de développement sur le continent. La proposition indicative de réserve de projets à financer dans le cadre du FAD-X est fondée sur un processus minutieux de préparation d'une réserve de projets sélective. Elle est conforme aux besoins exprimés par les pays dans les DSP, à l'amélioration de la performance des pays et à la capacité du Groupe de la Banque à exécuter les projets de haute qualité, dont elle est désormais coutumière.

6.5 Les besoins des pays africains, tels qu'exprimés à travers les DRSP ainsi que la réserve de projets du Groupe de la Banque constituée à partir des DSP grâce à sa capacité institutionnelle dynamique, justifient une augmentation significative du niveau de la reconstitution en cours de négociation des ressources du FAD par rapport aux reconstitutions antérieures. Les plénipotentiaires sont invités à donner leur avis sur l'orientation générale du document final qui doit être élaboré pour la prochaine réunion du FAD-X ainsi que le niveau indicatif de ressources que devrait viser le Groupe de la Banque.

**TABLEAUX RECAPITULATIFS DES ESTIMATIONS DE LA RESERVE DE  
PROJETS POUR LE FAD-X**

**Tableau 1 : Nombre estimatif des projets à soumettre au financement du FAD-X**

(en millions d'UC)

Rubrique	FAD		
	Projet	Don	Total
Nombre des opérations	170	168	338
Volume (montant)	3 601,1	859,0	4 460,1
Taille moyenne de l'opération	21,4	5,1	13,2

**Tableau 2 : Répartition des estimations de prêts du FAD-X, par type d'opération**  
(en millions d'UC)

Rubrique	FAD		Total	
	Projet	Don	Montant	%
Projets nationaux et opérations de dons	2 127,08	702,35	2 829,43	63 %
Opérations à l'appui des réformes	740,00	-	740,00	17 %
Opérations régionales & multinationales	734,00	156,67	890,67	20 %
<b>Total Réserve de projets 2005-2007</b>	<b>3 601,08</b>	<b>859,02</b>	<b>4 460,10</b>	<b>100 %</b>

**Tableau 3 : Répartition des estimations de prêts du FAD-X par instrument de prêt**  
(en millions d'UC)

Instrument de financement	FAD			
	Projet	Don	Total	%
Investissements spécifiques	2 861,1	-	2 861,1	64,1 %
Prêts à l'appui des réformes	740,0	-	740,0	16,6 %
Dons	-	859,0	859,0	19,3 %
<b>Total Prêts et dons</b>	<b>3 601,1</b>	<b>859,0</b>	<b>4 460,1</b>	<b>100,0 %</b>